



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et l'appui territorial**

ARRÊTÉ PREFECTORAL DU **30 OCT. 2025**  
PORTANT MISE EN DEMEURE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
DE LA SOCIÉTÉ LES RECYCLEURS BRETONS,  
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE SON  
INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DE DÉCHETS  
EXPLOITÉE ZI DE KERBRIANT A PLOUIGNEAU.

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21-2021AI du 04 août 2021 à la société Les Recycleurs Bretons pour l'exploitation d'un établissement de tri, transit, regroupement et traitement de déchets à l'adresse ZI de Kerbriant sur le territoire de la commune de Plouigneau ;

**VU** le dossier référencé n° R21121/1b du 07 mars 2022 portant à la connaissance du Préfet du Finistère des modifications notables des conditions d'exploiter de l'établissement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 05 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriers en date des 18 et 22 septembre 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 octobre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que lors des visites en date du 02 septembre 2025 et 21 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées », a constaté les faits suivants :

- Un entreposage de bois broyés hors alvéoles et dont le sommet du tas est supérieur à 2 m ;
- Des déchets de bois non broyé dans des alvéoles dont le sommet des tas est supérieur à 2 m

**CONSIDÉRANT** que l'évaluation des risques, annexée au porter à connaissance du 07 mars 2022, prend comme hypothèses de calcul des flux thermiques, en cas d'incendie d'un stockage de bois, une hauteur du tas de 2 m et des murs coupe-feu d'une hauteur de 3,5 m sur 3 côtés ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

*« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier n° 19034/1 d'août 2019 éventuellement complété/modifié par les dossiers ultérieurement déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les réglementations autres en vigueur. »*

**CONSIDÉRANT** que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les moyens de lutte contre l'incendie et les conséquences d'un incendie sont évaluées sur la base des conditions nominales susvisées, et que le non-respect de celles-ci remet en cause les conclusions de l'étude de dangers et le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie, pouvant générer des impacts plus importants qu'évalués initialement et rendre inefficace les moyens de lutte contre l'incendie et l'intervention des services de secours ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Les Recycleurs Bretons de respecter les prescriptions du chapitre 1.3 l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La société Les Recycleurs Bretons exploitant une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets sise ZI de Kerbriant sur la commune de Plouigneau est mise en demeure de respecter les dispositions :

- du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté concernant les conditions d'exploitation définies dans le dossier du 7 mars 2022 relatives aux déchets de bois ;

**ARTICLE 2** : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.

#### ARTICLE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.

#### ARTICLE 5 : EXECUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Plouigneau, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'exploitant.

Pour Le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Rémi RECIO



Destinataires :

- M. le Maire de Plouigneau
- DREAL Bretagne / UD 29
- Les recycleurs Bretons
- Mme la sous-préfète de Morlaix

